XIII

LA DICTATURE ECONOMIQUE DU PROLETARIAT ET LA COMPTABILITE SOCIALE GENERALE

La dictature du prolétariat est un spectre épouvantable pour les braves petits-bourgeois, mais elle effraie tout autant la plus grande partie du prolétariat. Tous oublient que la classe capitaliste leur impose aujourd'hui sa propre dictature avec la plus grande brutalité et un total manque d'égards. Mais l'histoire ne se préoccupe guère des frayeurs des petits bourgeois, car c'est toujours une histoire de lutte de classes. C'est pourquoi la classe prolétarienne, menancée dans sa vie même, devra se soulever contre la dictature capitaliste et imposer son ordre propre, l'ordre du travail, et ceci face à l'opposition de tous les eléments bourgeois. L'impulsion nécessaire sortira des grandes masses de travailleurs rassemblées dans les entreprises grosses et moyennes. Elles s'empareront de la force publique de la société et imposeront le nouvel ordre social au reste de la société. Mais, il ne s'agit ni de l'imposer par décret ou à la pointe des baïonnette, mais bien de le voir naître de l'organisation des grandes masses elles-mêmes.

En Europe occidentale, le prolétariat aura à mettre l'Etat en morceaux, et à prendre possession des entreprises pour en faire une propriété sociale. Ceci réalisé, il devra décider s'il suit l'exemple russe et, influencé par l'enseignement social-démocrate, s'il fait de l'Etat le dirigeant et l'administrateur d'un nouvel appareil d'oppression. Si, au contraire, l'élément communiste est suffisamment fort parmi les ouvriers, ceux-ci pourront, prendre en mainsla gestion des entreprises, par l'intermédiaire de leurs organisations d'entreprises et de leurs conseils. Mais cette dernière éventualité ne pourra devenir réalité que si on prend comme base, pour régler le cours de la production, les principes énoncés ci-dessus. Ainsi la partie la plus importante du produit social global cesse de dépendre d'un processus incontrôlé celui du marché. Reste cependant l'autre partie de la production sociale, celle effectuée par les petites entreprises et les entreprises agricoles; elle se trouvera nécessairement contrainte de se rallier à l'industrie organisée sur une base économique collective. C'est la <u>dictature économique</u> qui s'exerce ainsi, l'arme la plus puissante du prolétariat victorieux.

L'accomplissement de la révolution sociale dans ce domaine est, en grande partie, une tâche qui incombe à la comptabilité sociale générale. Ce sont, en effet, les nouvelles lois économiques qui sont à l'oeuvre.

La vie de l'entreprise communiste ne connait ni circulation d'argent ni marché, les appurements se font par virements. Tous les producteurs qui ne sont pas reliés directement à un tel compte de virement seront donc soumis à des contraintes. Ils ne pourront se procurer ni matières premières ni moyens de production pour leur entreprise. S'ils veulent que celle-ci continue d'exister, il faudra bien que le traffic de leurs biens passe par la comptabilisation d'un compte de virement. Ils devront se conformer aux règles générales de la production sociale, traduire sous la forme comptable générale leur production en utilisant la formule: (f+c)+t. Du même coup leur production tombe sous le contrôle de la société.

Ainsi les petites entreprises dispersées seront contraintes d'emprunter le chemin suivi par l'économie, et de mettre en ordre à leur tour leur production. Inévitablement, il s'en suivra que les entreprises de même espèce s'uniront en cartel de production. Cette nécessité découle déjà de celle d'établir le temps de production social moyen et le facteur de productivité, et aussi de celle de mettre de l'ordre dans les relations purement matérielles. Mais ce n'est pas tout, car c'est aussi la seule voie pour pallier l'arriération des petites entreprises. La cartellisation n'entraîne pas pour autant la fin de l'autogestion des petites entreprises. Au contraire. Il apparaîtra rapidement que la maîtrise de la production par les producteurs eux-mêmes s'en trouvera encore renforcée.

L'association des producteurs libres et égaux exerce donc une dictature économique. Elle ne reconnaît pas le droit à l'exploitation et exclut de sa communauté ceux qui n'admettent pas ce principe premier du communisme. Certainement, la petite entreprise se trouve contrainte de se soumettre aux règles de la production communiste; mais c'est justement avec cette soumission que la dictature se change en son contraire. Lorsque les producteurs ont en mains, grâce à leurs organisations d'entreprises, la direction et l'administration de la production qu'ils font ainsi passer sous contrôle social, la dictature se trouve supprimée du même coup; les producteurs sont devenus égaux en droit, dans l'association.

XIV

LA QUESTION AGRAIRE ET LES PAYSANS*

La production agricole devient une production de marchandises.

On connaît la phrase qui dit que la nouvelle société naît dabs le sein de l'ancienne. Le capitalisme avec son developpement frénétique, crée un appareil de production deplus en plus puissant, de plus en plus concentré. Il en résulte que le nombre de bourgeois qui disposent de cet appareil diminue tandis que la masse des prolétaires augmente immensément. Simultanément, ce developpement crée les conditions de la chute du capitalisme. La condition nécessaire de cette croissance du prolétariat est l'intensification de l'exploitation tandis que l'insécurité de l'existence progresse du même pas (C.f. Marx: Travail salarié et capital.) Dans ces conditions, le prolétariat n'a qu'une seule issue: le communisme.

Si nous examinons le développement de l'économie agricole, on obtient une toute autre image que celui du développement industriel. Certains prophètes affirmaient que l'agriculture allait se concentrer et que les petits paysans et les paysans moyens devaient disparaître. En fait on observe assez peu cette évolution. Car, non seulement le paysanr moyen, mais aussi le petit paysan, se maintiennent. Il n'est pas question du développement prédit. On doit même enregistrer un accroissement important des petites entreprises agricoles.

Pour les théoriciens du communisme d'Etat, cette evolution est tout à iait décevante. Si le caractère du travail dans l'industrie devient de plus en plus social, l'économie agraire reste, selon ces théoriciens, toujours à part. Si bien que, dans l'industrie, les entreprises deviennent de plus en plus "mûres" pour le communisme - du moins pour ce qu'ils entendent par là - tandis que l'agriculture refuse de mûrir pour passer sous l'administration centralisée de l'Etat.

Aux yeux des communistes d'Etat, l'agriculture est reste une pierre d'achoppement sur la route qui mène au communisme. Selon nous, au contraire, le capitalisme a déjà créé les conditions objectives de l'avènement du communisme dans ce domaine comme ailleurs. Tout dépend, en effet, de la manière dont on envisage les choses, si l'on veut que l'administration de la production soit prise en charge par un bureau central gouvernemental, ou par les

(*) Voir la brochure du G.I.K: Entwicklungslinien in der Landwirschaft
(Orientations du développement dans l'agriculture)

producteurs eux-mêmes.

Examinons donc les caractéristiques de l'agriculture, aujourd'hui. Sans aucun doute , on n'observe pas dans ce domaine l'énorme concentration de la production qui est la règle dans l'industrie. Mais, en dépit de cela, la cultutre du sol est devenue de plus en plus "capitaliste".

Le signe caractéristique du mode de production capitaliste est la production de marchandise. Les marchandises sont des objets d'usage, mais, dans le régime de la propriété privee des moyens de production, les producteurs ne les produisent pas pour leur usage propre, mais pour celui d'autres personnes. Le producteur de marchandises fabrique donc ce qu'il n'utilise pas et utilise justement ce que lui-même ne fabrique pas. Sur le marché, se déroule l'échange des marchandises. Comme le producteur de marchandises ne produit pas pour lui-même mais pour d'autres, son travail est un travail social. Dans le processus social de l'échange matériel, tous les producteurs de marchandises entrent en liaison les uns avec les autres , vivent dans la dépendance réciproque la plus complète, ils forment un tout, un système fermé.

La vieille entreprise paysanne ne connaissait pas cette production de la marchandise, si ce n'est comme une activité secondaire. La maisonnee paysanne constituait un système fermé qui satisfaisait à peu près à tous ses besoins par son propre travail. Le paysan travaillait pour son propre cercle familial. Sa production n'avait pas de lien social. Son déroulement s'accomplissait presque exclusivement dans les frontières étroites de sa ferme, aussi longtemps du moins que les éléments nécessaires à ce déroulement pouvaient être tirés des produits obtenus. Il n'y avait que le surplus de la production, c'est-à-dire ce qui n'était pas consommé pour son propre usage, que le paysan portait au marché, où ces produits prenaient le caractère de marchandises. L'entreprise paysanne ne participait donc pas du travail social; ceci explique du même coup pourquoi le paysan pouvait mener une existence independante.

La production indistrielle des marchandises a brisé ce système fermé. D'une part, elle a inondé le globe de produits à bon marché, d'autre part, l'influence du capitalisme a eu pour effet une augmentation des baux et des fermages, tandis que, de son côté, l'Etat augmentait les impôts. Il n'est pas notre propos de discuter ici du processus de l'écroulement del'économie domestique (voir à ce sujet le livre de R. Luxembourg:l'Accumulation du capital, Maspero Er. Paris 1967.), mais simplement d'en souligner le résultat qui apparaît clairement aujourd'hui: le paysan a besoin de plus en plus d'argent pour faire face à ses engagements.

Mais pour obtenir de l'argent le paysan doit se transformer en producteur de marchandises, porter davantage de produits au marché. Et il n'a pour cela que deux possibilités: soit il conserve la même productivité et consom-

me moins, soit il augmente la productivite de son travail. Mais consommer moins, comme ces vieux paysans durs à cuire de l'ancien temps, est impossible. La seule solution, c'est donc la croissance de la productivité.

Ici nous atteignons le point où les économistes se sont fourvoyés dans leurs spéculations sur l'avenir. Ils ont estimé que l'entreprise agricole suivrait un développement analogue à celui de l'entreprise industrielle Dans l'industrie, la productivité a augmenté de plus en plus grâce à la jonction de capitaux, l'introduction sans cesse renouvellee de machines de plus en plus productives, le tout ne pouvant se faire que dans des entreprises géantes. C'est pourquoi ils ont pensé que le même processus de concentration devait se faire dans l'agriculture: le petit paysan et le paysan moyen devaient, pour l'essentiel, disparaître et les consortiums agraires jouer le rôle décisif dans l'agriculture.

Par conséquent, nos économistes se sont fourvoyés. Cette erreur est d'ailleurs parfaitement compréhensible, dans la mesure où ils ne pouvaient fonder leurs prévisions que sur les possibilités ouvertes précédemment. Car il est quelque peu surprenant et remarquable que le développement industriel qui aurait du mener à la concentration dans l'agriculture, ait entraîné un tout autre développement. Ceci est dû au fait que <u>la motorisation, l'invention des engrais artificiels, et le développement de l'agronomie</u> ont entraîné une forte croissance de la productivité des fermiers. Grâce aux engrais modernes, la nature du sol joue un rôle secondaire. Le rendement à l'hectare a énormément cru, si bien que le fermier peut amener davantage de produits sur le marché. D'autre part le développement de la circulation a entraîné la fabrication de moyens de transport tous terrains.

Mais, à côté de cette croissance du rendement à l'hectare, on a vu se dérouler un phénomène de grande importance. car, en même temps que la production agricole s'est mise à reposer sur des bases scientifiques, la <u>spécialisation</u> a fait son entrée en force."Le spécialiste est comme le spéléologue qui ne reçoit du monde extérieur qu'un petit rayon de lumière, mais qui voit ce qu'il voit de manière très aiguë.", dit Multatuli quelque part. Ainsi le paysan s'efforce de ne livrer qu'un produit particulier, mais comme il lui faut atteindre au plus haut rendement, il doit s'en remettre à ce qu'autorisent le développement de la science moderne et..... l'état de ses finances. Il lui faut adapter son entreprise à cette specialisation, c'est-à-dire créer l'outil de travail exact dont il a besoin pour fabriquer un produit bien particulier.

Telle est en grande partie, la situation de l'agriculture d'aujourd'hui dans l'Europe occidentale. Au Danemark et en Hollande elle est particulièrement nette, tandis que la France, l'Angleterre et l'Allemagne avancent à grands pas sur le chemin de la spécialisation. Ainsi en va-t-il, dans ces pays, pour l'élevage et la culture maraîchère au voisinage des grandes villes,

pour lesquels la transformation est quasi complète. Le paysan est devenu du même coup un producteur de marchandises au sens plein du terme. Il n'apporte plus seulement sur le marché son surplus de production, mais tout ce qu'il produit. Il fabrique ce qu'il n'utilise pas lui-même et utilise ce qu'il ne fabrique pas. Il ne travaille donc pas essentiellement pour lui-même, mais pour d'autres et, par là, son travail se trouve déjà inséré dans le travail social. L'économie domestique, fermée sur elle-même, a été détruite par la spécialisation: l'agriculture est devenue un système de production industriel.

Le paysan peut bien être resté propriétaire de sa parcelle, sa situation s'est pourtant fortement détériorée. Il est vrai que si la conjoncture est bonne, il peut faire de bonnes affaires, mais il est devenu complètement dépendant du marché, de ses aléas. Qu'une année le temps soit mauvais, qu'un certain type de plante soit attaqué par la maladie, et le voilà ruiné.

Sans doute cette incertitude menace aussi les entrepreneurs industriels, mais ceux-ci ne sont pas aussi strictement dépendants des facteurs naturels. La productivité augmente de sorte que l'accumulation se fasse par l'introduction de machines toujours plus productives, ce qui, au bout, conduit à une concentration des entreprises. Dans le cas des paysans, la croissance de la productivité entraîne dans une toute autre direction. Elle se fait évidemment en fonction de l'état de la technique et des rapports de production dans les entreprises agricoles. L'accumulation se réalise par la création d'engrais artificiels, de moteurs, de tracteurs, par le recours à la production spécialisée.

Parallèlement à ce phénomène on en observe un autre. Pour occuper la position la plus forte sur le marché, les paysans doivent se réunir en coopératives agricoles. Ils peuvent ainsi mieux influer sur les prix, utiliser collectivement des machines agricoles, pour préparer le sol comme pour traiter ou engranger les récoltes. Les éleveurs, par exemple, ont créé des laiteries, ce qui fait que ce type d'industrie est directement greffé sur l'économie d'élevage. La laiterie constitue ainsi une sorte de centre nerveux qui commande tout un cercle. Ainsi les paysans ont créé un organe qui les lie de manière indissoluble. C'est par ce genre de transformations que s'effectue la concentration des fermes, de l'élevage, de la culture maraîchère, sans qu'il soit question, à aucun moment, d'une fusion d'entreprises au sens industriel de ce terme.

En résumé, l'agriculture d'aujourd'hui est caractérisée par la spécialisation et elle est totalement passée dans le stade de l'économie marchande. La croissance de la productivité a pu s'y faire sans concentration des entreprises en une seule main, grâce à la technique moderne. Parallèlement, le développement des coopératives agricoles se poursuit, liant entre elles les entreprises, en communautés d'intérêts, ce qui fait, cependant, que les paysans perdent leur liberté, leur indépendance (le plus souvent en perdant la libre disposition de leurs produits).

Le développement que nous venons de schématiser, a empêché la constitution d'un prolétariat agricole nombreux. Si ce prolétariat est plus important en nombre que les paysans propriétaires, il ne l'est toutefois pas dans les proportions des masses du prolétariat industriel opprimé par rapport à la bourgeoisie. De plus, à la campagne, les oppositions de classes sont moins accusées, justement parce que le petit paysan, et le paysan moyen, travaille sa terre lui-même avec les membres de sa famille. Si dans les villes, la propriété industrielle a débouché sur un véritable parasitisme, il n'en est pas de même dans les entreprises agricoles. C'est pourquoi une révolution prolétarienne est beaucoup plus difficile à la campagne que dans les villes. Pourtant la situation n'est pas aussi désespérée qu'il peut sembler au premier coup d'oeil. Il y a très certainement, à la campagne, un nombre relativement grand de propriétaires, mais ceux-ci savent bien que, fondamentalement, il ne sont que les expéditeurs des affaires du capital financier qui leur consent des emprunts, et que c'est sur eux que s'abattent lourdement toutes les vicissitudes de la vie. Sans doute, le paysan ne sera jamais au premier rang du combat pour le communisme, mais la position sociale qu'il occupe l'astreint à s'associer à d'autres groupes sociaux qui rejoignent le camp des vainqueurs. Il y a à cela une condition nécessaire: qu'on ne le chasse pas de sa ferme, de chez lui, qu'on ne lui retire pas l'administration de sa production. La révolution prolétarienne n'admet pas les fermages, ni les prêts hypothécaires car on n'y calculera que le temps de reproduction social moyen des produits. C'est pourquoi la question paysanne n'est pas aussi difficile à résoudre pour l' Association des producteurs libres et égaux, qu'elle l'est pour le communisme des entreprises "mûres".

Le fait que le paysan soit devenu producteur de marchandise est d'une grande signification pour la révolution, et la "peur du paysan" dont certains font preuve, est, en fait, liée à une estimation fause de la véritable situation des paysans dans la société d'aujourd'hui. Ainsi entend-on souvent dire que le prolétariat dépend des paysans pour sa nourriture et que, par conséquent, on ne peut trop s'opposer à ces derniers.

Ce genre d'avertissement s'appuie sur une estimation de la situation du monde agricole qui est celle de la période passée. On voit celle-ci toujours comme si les paysans étaient ceux d'autrefois et non les producteurs de marchandises qu'ils sont devenus, portant au marché, non le surplus d'une économie domestique fermée sur elle-même, mais l'ensemble de leur production.

Dans la situation d'aujourd'hui, ce n'est pas le proletariat qui depend des paysans mais l'inverse. Si les paysans refusent de livrer leurs produits au proletariat, ils seront tout autant tenaillés par la famine que celui-ci, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Bon gré mal gré, le paysan doit vendre ce qu'il produit, parce que ce qu'il produit, il ne l'utilise pas lui-même, et ce qu'il utilise, il ne le produit pas lui-même.

On entend aussi souvent la remarque que le paysan prefère donner ses produits aux animaux que de les vendre sous la contrainte. Mais il s'agit là encore d'une mauvaise comprehension qu'il faut rattacher à ka conception dépassee d'une economie domestique fermée sur elle-même. Aujourd'hui l'éleveur n'a que des animaux (et les produits qui y sont liés) et rien de plus. Le cultivateur à des grains, mais n'a pas d'animaux, l'éleveur de volailles a des centaines de poules, un point c'est tout, le maraîcher ne fait croître qu'un nombre limité d'espèces de légumes ou de salades. Tous se sont spécialisés.

On entend, enfin, assez souvent dire que le paysan refusera de cultiver sa terre et recherchera à retourner à l'economie domestique fermee sur elle-même. Mais même un paysan ne peut retourner un siècle en arrière et fabriquer seul ce qui lui est nécessaire, parce qu'il n'a ni les capacités réquises ni l'outillage indispensable pour le faire. Lorsque la socialisation du travail est complête, on ne peut plus s'y soustraire, tout retour en arrière est impossible. Quel que soit l'angle sous lequel on examine la question, force est de constater que les paysans sont embarqués sur le bateau de la société et doivent faire avec.

XVI

LA REVOLUTION AGRAIRE EN RUSSIE ET EN HONGRIE

La manière dont fut résolue en Russie la question agraire, n'apporte que peu d'enseignements pour la développement de la révolution agraire en Europe occidentale. L'agriculture se trouvait encore là bas prise dans les liens des relations féodales avec ses grands propriétaires terriens (le plus souvent il s'agissait d'une économie domestique autarcique). Le mot d'ordre capitaliste: "la terre aux paysans" signifiait, en Russie, que l'on demandait la liberte et l'égalité telles que les avaient conquises..... les paysans français de 1789. Ces derniers avaient alors saisi une partie de la propriété privée, qu'ils ont pu exploiter ensuite selon leur bon plaisir. Le paysan russe désirait, lui aussi, entrer sur la scène sociale comme capitaliste, comme producteur de marchandise, c'est pourquoi, très vite, il se mit à agir contre le régime soviétique et finit par obtenir la liberté du commerce intérieur.

Ainsi s'est établi le développement capitaliste de l'agriculture, développement que nous avons connu en Europe occidentale depuis longtemps. Les Russes n'arrêtent pas de vanter, avec de grands effets de manche, la croissance du communisme à la campagne, mais ce qu'ils décrivent sous ce mot c'est le regroupement des paysans en coopératives, leur permettant de bénéficier de la technique moderne, de la possibilite d'influer collectivement sur la fixation des prix tant de leurs produits que de leurs achats. Dans cette occasion, le paysan russe a été poussé, ——— ——— comme ses camarades de classe d'Europe occidentale, par la necessité d'avoir une position de force sur le marché pour entirer un meilleur benefice. On voit ainsi que le "communisme" tant prisé par nos bolchéviks est encore plus développé en Europe occidentale qu'en Russie.

Il n'y a donc pas à s'étonner que nous n'ayons pas grand chose à apprendre des Russes sur la gestion des entreprises agricoles, au sens communiste de ce terme. Il va de soi que, chez eux, il n'est pas question d'organisations d'entreprises qui se chargent de la direction et de l'administration des activités agricoles, ne serait-ce que parce que tout est ajourd'hui propriété privée.

La Hongrie des Conseils nous offre une tout autre image du développement de la révolution. La petite propriété agricole ne fut pas touchée, les grands domaines et les moyens furent expropriés par décret, et les paysans chargés de les exploiter sans qu'il y ait eu partage des terres. Ce cours des choses fut rendu possibles parce que les paysans étaient innocents comme

des nouveaux-nés. Voci ce que Varga nous dit de la Hongrie.

" En Hongrie, il n'y eut aucune révolution au sens strict de ce terme. Le pouvoir est, pour ainsi dire, tombé comme un fruit mûr, au cours de la nuit, entre les mains des prolétaires. A la campagne il n'y avait pour l'essentiel qu'un minuscule mouvement révolutionnaire, mais aussi aucune résistance armée. Voilà pourquoi l'expropriation a pu se faire complêtement sans rencontrer d'obstacles. Les grandes propriétes furent saisies..... Nous insistons sur l'aspect juridique de cette question parce qu'il faut franchement reconnaître que, dans la plupart des cas, l'expropriation ne fut qu'un acte juridique qui socialement changea si peu de chose que la population des campagnes ne comprenait pas très clairement ce que signifiait cette expropriation. ....Les ci-devant propriétaires des biens expropries restèrent sur place, transformés en chefs d'entreprises employés par l'Etat: du point de vue social il n'y avait rien de changé. L'ex-propriétaire restait dans son ancienne habitation de maître, il continuait à conduire son même attelage à quatre chevaux et se faisait toujours appeler "seigneur" ou "maître" par les travailleurs du domaine. Le seul changement c'est qu'il ne pouvait plus disposer librement de ses biens et produits, mais devait attendre les autorisations de l'administration centrale. Mais les travailleurs agricoles ne s'en rendaient guère compte. Pour eux, la révolution sociale n'avait qu'une seule signification: elle s'était traduite par une augmentation des salaires." (Varga: Le problème de la politique économique, p. 103 de l'édition allemande.)

Pourtant tout ne se deroula pas exactement ainsi. Quelques grosses entreprises agricoles furent déclarées "associations de production", où les masses travailleuses avaient, apparemment, en mains la direction et l'administration.

"Dans quelques propriétés on établit des communautés de production. Les communautés d'une même région furent regroupées sous une direction supérieure générale. L'ensemble des communautés de production furent réunies dans la " centrale des entreprises agricoles et des communautés rurales de production", mise sous la tutelle de la section pour l'agriculture du Conseil Supérieur de l'Economie. On choisit la forme de communauté de production en dépit de l'arriération sociale des travaileurs agricoles. Si les grosses propriétés avaient été purement et simplement déclarées propriété d'Etat, il aurait fallu faire face à des exigences de salaires sans limites, et l'intensité travail serait tombée à un minimum. De cette manière on pouvait lutte pour maintenir la discipline et l'intensité du travail en répétant

> aux travailleurs que les produits de leur travail leur appartenaient. Ainsi donnait-on en quelque sorte satisfaction aux aspirations des travailleurs agricoles qui sont de conserver la propriete privée.... Matériellement, cette concession était de peu d'influence puisque la comptabilité restait centralisée. Elle etait faite dans l'intention d'aboutir, après une période suffisante d'explications, de proceder à la transformation desces grosses entreprises en entreprises d'Etat, les travailleurs agricoles devenant travailleurs d'Etat, tout comme les ouvriers de l'industrie.
> (Id. p. 105.)

Tout cela contient sa propre critique. Varga nous dit en effet ouvertement: "Donnons aux travailleurs l'apparence qu'ils dirigent et administrent la production, en réalité cela a peu d'importance puisque c'est nous qui sommes maîtres de la direction centrale et que c'est elle qui fixe le véritable fruit du travail par sa politique des prix." N'est-ce pas là une des plus claires démonstrations de la necessité que le rapport du producteur au produit social soit déterminé par la production matérielle elle-même, afin que ne s'installe pas, sous le masque de la démocratie, une nouvelle domination.

Il n'est pas utile d'entrer davantage dans le détail de la situation de l'agriculture dans la Hongrie des Conseils. Nous en tirons seulement la conclusion que la Russie et la Hongrie nous ont offert et nous offrent encore une exemple repoussant de production "communiste". En Russie les paysans se comportent de manière capitaliste: "Les paysans se partagèrent la terre, endommagèrent les moyens de production, de sorte que ce ne furent pas les plus pauvres mais les plus riches des paysans qui furent bénéficiaires de l'opération."(Varga p. 103). En Hongrie, les paysans ne bougèrent même pas, si bien que nous n'avons aucun exemple pouvant nous éclairer sur le comportement du prolétariat agricole et des paysans petits et moyens pendant une revolution prolétarienne en Europe occidentale.

Quelle idéologie peuvent-ils nourrir dans leurs arrières-pensées? S'organiseront-ils aussi pendant la révolution et sous quelle forme? Autant de questions dont nous ne connaissons pas la réponse. Pour y voir un peu plus clair, la seule chose que nous puissions faire c'est d'étudier leur comportement pendant les révoltes prolétariennes de 1918 à 1923 en Allemagne.

XVII

LE PROLETARIAT AGRICOLE LES PETITS PAYSANS ET LES PAYSANS MOYENS DANS LA REVOLUTION ALLEMANDE.

Prélude

Lorsqu'en novembre 1918, en Allemagne, la puissance impériale s'écroula, ce ne fut certainement sous l'effet de l'activité revolutionnaire des masses. Le front était enfoncé, les soldats désertaient par milliers. Dans cette situation la Marine Allemande voulut tenter une dernière grosse demonstration de force, faire un coup de main sur la mer du Nord. Les marins et matelots embarqués sur les navires de guerre pensèrent, à tort ou à raison, que, dans cette affaire, ils trouveraient tous la mort, et ceci fut le détonateur qui declancha des refus d'obéir en masse. Mais une fois engagés sur ce chemin, les marins ne purent qu'aller plus loin, car il était clair que les navires mutinés allaient être coulés par les troupes restees "fidèles". C'est pourquoi ils hissèrent le drapeau rouge, ce qui entraîna un soulevement général des marins. Ainsi l'acte libérateur se trouvait accompli. Et les marins durent aller encore plus loin. Avec implacabilité les actes s'enchaînèrent les uns aux autres. Les marins durent marcher sur Hambourg pour demander l'aide des ouvriers. Comment allaient-ils être accueillis? Allaient-ils être repoussés?

Il n'en fut pas question un seul instant. Par centaines de milliers les travailleurs se déclarèrent solidaires des mutins. L'activité révolutionnaire se traduisit par la formation de Conseils d'ouvriers et de soldats. La marche triomphale de la révolution allemande parcourut rapidement tout le pays. Et voici l'étonnant: Bien que la censure militaire ait contrôlé toutes les informations venues de la Révolution russe, bien qu'aucune propagande n'ait été faite pour les conseils, bien que la structure des conseils russes ait été parfaitement inconnue des travailleurs allemands, ceux-ci crèrent en quelques jours tout un réseau de conseils, couvrant l'Allemagne.

Le rayonnement

La guerre civile qui suivit, se fit sous le signe du socialisme. D'un coté, il y avait la social-démocratie qui voyait dans le socialisme une simple continuation du processus de concentration capitaliste, sous forme de nationalisations légales de la grosse industrie, ce qui aurait pour résultat de réduire à néant le mouvement des conseils, incarnation de l'auto-activité des masses. De l'autre côté il y avait le communisme nouveau-né qui estimait que les nationalisations ne pouvaient se faire que par voie illégale, et

cune signification parce que les petits paysans et les paysans moyens etaient déjà nombreux. Si, dans un état arriéré comme la Russie, le serf peut se contenter de devenir propriétaire d'une petite parcelle, la situation des exploitations agricoles en Europe occidentale crée de tout autres exigences. Car, en plus du terrain, il faut disposer d'un capital important pour acquerir les moyens de production et les matières premières nécessaires pour atteindre la productivité sociale moyenne. Si celle-ci n'est pas atteinte, l'entreprise cesse d'être rentable, et doit être abandonnée. Il en résulte que le même mot d'ordre qui,en Russie, avait libéré des forces énormes est sans echo dans despays hautement développés, même parmi lespetits paysans.

Sans doute y a-t-il aussi en Allemagne de grands domaines agricoles où pourrait se poser la question de savoir jusqu'à quel point le prolétariat agricole montre despenchants à suivre l'exemple russe et à partager la terre. On peut répondre tout de suite qu'on ne remarque rien de tel. Les relations de production dans les grandes propriétés allemandes font que des questions de ce genre ne se posent pas. Si dans la situation arriérée de l'économie agricole le mode de pensée des paysans sans terre se tourne vers le partage des terres, dans la situation caractérisée par une manière de travailler la terre avec des méthodes scientifiques, et par la spécialisation, l'idéologie qui peut se développer se tourne vers la propriété commune avec exploitation collective.

On peut objecter à ce point de vue que le développement technologique n'a pas cette influence aussi directe sur l'idéologie de la population rurale, parce que la puissance de la tradition pèse d'un grand poids. Et pourtant dans la question que nous avons posée ci-dessus et à laquelle nous avons répondu par la négative, on peut voir la relation entre rapports de production et idéologie.

Dans la grande propriété agricole d'Allemagne, l'agriculture est une véritable activité industrielle, qui utilise énormément les techniques et la science modernes. Les grandes terres à blé, par exemple, sont cultivées avec des machines, et les récoltes engrangées mécaniquement dans de grands silos. En ce qui concerne l'elevage, on installe dans des prairies des systèmes d'étables pouvant convenir pour des centaines de vaches, tandis que le lait est traité dans des laiteries liées aux producteurs. Les grands champs du Nord sont complètement consacrés à la culture de la pomme de terre, et les fabriques d'alcool (distilleries) sont directement reliées à cette culture. La situation est analogue en Saxe ou la culture spécialisee est celle de la betterave, sur laquelle se greffent les sucreries de Magdebourg, d'Aken, etc.

Dans cesconditions, le mot d'ordre "la terre aux paysans" ne trouve aucun terrain favorable. Si le partage avait eu lieu, le paysan n'aurait pas

su quoi faire de sa parcelle. Dans le domaine de l'elevage, on pourrait penser que les travailleurs auraient pu recevoir en chacun un peu de terrain et quelques vaches; mais comme leur maison n'est en général pas une veritables ferme, ils n'auraient pas pu mener à bien ni les opérations d'élevage, ni celle de laiterie. Mais ce qui aurait manqué par dessus tout, ce sont les outils agricoles. Tout ceci est valable pour l'ensemble des grandes propriétes allemandes. Nous pouvons donc conclure que l'état de haut développement de l'agriculture interdit ici un partage du sol.

Les travailleurs qui cultivent la terre de ces grands domaines constituent le véritable prolétariat agricole. Ils se trouvent devant le même problème que leurs camarades de l'industrie, c'est-à-dire effectuer la "prise de possession au nom de la société". Si dans la période 1917-1923, le prolétariat allemand de l'industrie était trop faible pour s'attaquer au problème de l'installation du communisme, le prolétariat agricole ne se posa même pas la question. Les relations de production dans l'agriculture sont telles que les milliers de prolétaires qui y travaillent ne peuvent trouver dans les limites de leur domaine restreint des conditions favorables à l'expression de la solidarité et par conséquent, il est difficile d'établir un front de lutte collectif. C'est pourquoi le prolétariat agricole ne forma pas, ou à peine, de conseils et ne joua aucun rôle dans la révolution allemande.

Tout aussi caractéristique fut le comportement de ce qu'on appelle le semi-prolétariat de la campagne. En Allemagne un certain nombre d'industries s'installent à la campagne. Ce phénomène gagne aussi d'autres pays. On peut en rechercher la raison dans le coût de la force de travail ici plus faible, et aussi dans le fait que le terrain y est moins cher qu'en ville et bien des impôts moins élevés. Les travailleurs nécessaires sont recrutés sur place, dans la population paysanne. Pendant leur temps libre, ces travailleurs continuent d'exploiter une parcelle de terrain relativement grande. Ils ont donc une situation intermédiaire c'est pourquoi on les appelle semi-prolétaires. Ils ne cultivent que pour eux-mêmes: leur agriculture a le caractère de l'économie domestique autarcique. Ce qu'ils portent au marché est absolument négligeable.

Ce semi-prolétariat a eu une attitude tout à fait spéciale dans la révolution: il ne reculait devant rien. Bien des fois il s'est trouvé en tête du mouvement, se mettant en grève, marchant sur les villes du voisinage pour étendre la lutte. La Thuringe nous en donne un exemple frappant. De plus ces travailleurs effectuèrent un travail considérable pour ravitailler les villes. Au début de la révolution, lorsque les conseils détenaient le pouvoir, bien des paysans stockèrent des biens de consommation dans l'espoir de faire monter les prix. Les conseils des villes entrèrent alors en relation avec les conseils des fabriques situées à la campagne et l'on vit le semi-prolétariat,

contraindre les paysans à livrer leurs produits aux prix fixés. (Hambourg).

En résumé, nous pouvons dire qu'en général, pas plus le proletariat agricole que les paysans allemands n'ont participé à la révolution. Peut-être y avait-il au sein du prolétariat agricole quelques personnes gagnées à l'ideologie communiste, mais représentant une force si faible qu'elles ne pouvaient guère s'exprimer. Toutefois, il semble bien que dans une révolution prolétarienne les paysans prendront une position d'attente. Leur attitude sera en général determinée par la force de la révolution et par le fait que les grandes entreprises agricoles se rallieront au mode de production communiste.

LES PAYSANS SOUS LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

La révolution prolétarienne ne voit pas la réalisation du communisme comme une "nationalisation" d'entreprises "mûres", mais comme la mise en oeuvre d'un principe selon lequel tous les producteurs insèrent eux-mêmes leur travail à la production communiste. Elle pose du même coup les fondements de l'insertion de l'agriculture, subdivision de la production générale. Le principe unique qui s'applique ici est celui de la constitution et de la consolidation d'une unité qui permet de normaliser le flot de produits qui circule au sein de la société, unité qui s'exprime par la détermination du temps de reproduction social moyen des divers produits. Chaque entreprise se transforme en une cellule active de la société communiste, où l'auto-activité du prolétariat peut s'exercer.

Si la puissance du prolétariat industriel s'ancre irréversiblement dans le système des conseils, il ne peut pas en aller autrement que de voir les mêmes principes d'organisation s'installer dans l'agriculture. La production dépend fonctionnellement de sa structure organisationnelle. Mais cela ne permet pas de dire comment le système de conseils se formera; c'est là une toute autre question que seul l'avenir résoudra. Même si les principes généraux du système des conseils sont les mêmes pour l'industrie et l'agriculture, il n'en existe pas moins des différences qui, dans chaque cas particulier, feront que le principe général aura une application diversifiée. Ainsi, par exemple, verra-t-on apparaître le fait que la conscience prolétarienne est plus développée chez les travailleurs de l'industrie que dans le prolétariat agricole. D'autre part les différences entre les conditions naturelles de production dans l'industrie et l'agriculture sont une raison supplementaire pourque le principe des conseils y ait des réalisations pratiques différentes.

Quoi qu'il en soit pourtant, il est fondamental que les paysans s'unissent en communes villageoises qui ne sont finalement rien d'autre que la réunion des organisations d'entreprises des fermes. Il est probable que les paysans ne feront rien d'eux-mêmes. Il faudra donc que, s'ajoutant à une propagande intense, la dictature économique du prolétariat intervienne dans la réalisation de cette tâche. Cette dictature s'exerce par le biais des livraisons d'outils agricoles, de semences, d'engrais artificiels, de pétrole d'essence, etc., qui ne sont effectuées qu'aux organisations d'entreprise ou aux communes villageoises. Plus solidement le prolétariat industriel

sera en selle, et plus surement se réalisera l'auto-organisation des paysans.

Les paysans auront donc, tout comme les travailleurs industriels, le devoir de calculer le temps de reproduction social moyen de leurs produits en utilisant la formule (f+c)+t. Ceci est réalisable, et, ici encore nous sommes redevables au capitalisme de nous avoir donné cette possibilité en transformant les paysans en producteurs de marchandises. Cette possibilité est en effet démontrée dans les faits, puisque chaque jour on fait des calculs de prix de revient aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. (C.f. J. S. K. : Costaccounting applied to agriculture (le calcul des coûts appliqué à l'agriculture)). Sans doute n'en sommes nous ici qu'aux débuts. Mais si on songe que cette jeune science a fait son apparition en 1922, on ne peut que s'émerveiller de la vitesse à laquelle elle a pu établir des principes généraux valables pour la production industrielle et agricole. Ceci montre bien qu'en realité le caractère des deux productions est le même, que la production agricole s'est transformée en production industrielle. La tradition agit bien, ici, encore comme un frein, mais les mauvais résultats financiers qu'a connus l'agriculture européenne la feront disparaître. Ceux qui ont des liaisons directes avec le monde paysan se rendent comptent que les vieilles vérités sont en train de s'écrouler rapidement, tandis que de nouvelles naissent. Il est vrai que ceci n'a, d'une certaine manière, rien à voir avec le communisme et qu'il s'agit d'un processus de rationalisation, de la gestion moderne des entreprises, le tout lié à l'installation de coopératives agricoles. Du point de vue de la production communiste, toutefois, ceci signifie que les conditions nécessaires à la possibilité d'établir le temps de reproduction social moyen se mettent en place rapidement.

Il reste evidemment toujours une différence de taille entre production industrielle et agricole, qui, en particulier, est liée aux conditions naturelles de la production. Les pluies, la sécheresse, les maladies des plantes et des animaux, etc., jouent leur rôle dans l'agriculture, si bien que la productivité d'une entreprise ne peut pas être aussi exactement caonnue à l'avance ici que dans le cas de l'industrie. Pourtant on peut faire une comparaison de productivité pour une entreprise donnée et on le fait déjà (C.f. J.S. King). C'est déjà l'épreuve de la rationalisation pour une ferme. Notre tâche n'est pas, en ce qui conserne la détermination du temps de reproduction social moyen, d'"inventer" des méthodes valables pour tel ou tel cas particulier. Mais il est sans doute suffisamment clair que l'établissement de cette catégorie économique suppose une organisation complête de l'agriculture. Il se pourrait que, dans l'avenir, il soit nécessaire non pas d'établir le temps de reproduction sur une période d'un an mais sur dix ans, par exemple. Ainsi les variations dues à la nature seraient plus atténuées, puisqu'on utilise une periode de temps plus longue ce qui diminuerait du même coup les fluctuations du temps de reproduction social moyen. Alors une baisse du temps de reproduction social moyen correspondrait bien à une croissance de la productivité agricole.

XIX

CONCLUSION

Les Gloses marginales de Marx

L' heure est venue pour le prolétariat révolutionnaire de se faire une représentation precise de l'ordre social qu'il voudrait mettre à la place du capitalisme. Il ne suffit plus de se débarasser de cette tâche en faisant la remarque que la classe ouvrière victorieuse développera des forces aujourd'hui insoupçonnables, dès qu'elle aura seulement secoué ses chaînes. Car c'est là une spéculation hasardeuse sur l'avenir, et qui d'ailleurs est tout à fait à côté de la plaque. C'est tout juste le contraire qui est vrai. L'économie capitaliste avance à pas de géant sur le chemin de la concentration, chaque jour qui passe nous en apporte une preuve de plus. Quiconque n'est pas aveugle doit reconnaître que, tôt ou tard, elle trouvera dans l'Etat sa société de pointe. Ce chemin est, en même temps, celui de la concentration du capital et de l'union de toutes les parties de la classe dominante, y compris les couches dirigeantes des vieilles organisations des travailleurs, contre le prolétariat. Dans ces conditions, la propagande de la Social-démocratie et des syndicats peut paraître séduisante, alors qu'elle se répand de plus en plus, préconisant une société démocratique, c'est-à-dire, pour être plus exact, le droit, pour les directions de ces vieilles organisations, empruntant ainsi un chemin détourné dans leur conquête de l'Etat, d'influer sur la marche de l'économie. Le vieux mouvement ouvrier expose son programme économique, celui d'une économie planifiée: son socialisme prend forme. Mais il est clair qu'il ne s'agit là que d'un nouvel avatar du salariat. Aujourd'hui on peut, de plus, dire que le communisme d'Etat à la russe n'est qu'un accomplissement encore plus poussé de cette nouvelle forme de domination. Nous, révolutionnaires prolétariens, n'avons pas le choix. Voici que s'ouvre aux grandes masses ouvrières un chemin où elles doivent porter leurs actions et leurs luttes pour aboutir à leur libération, qu'on la qualifie de socialisme ou de communisme. Et ce sont ces masses ouvrières que nous devons gagner à nos idées, auxquelles nous devons montrer quels sont leurs buts propres, ces masses sans lesquelles il ne peut y avoir ni révolution ni communisme. Mais cela nous ne ppuvons le réussir que si, nous mêmes, nous avons une représentation claire et concrète de l'organisation de la production et de la structure du communisme.

Et ce n'est pas tout. Même les économistes bourgeois sentent venir la catastrophe, et ils préparent déjà le capital à se familiariser avec l'idée d'une économie collectivisée. Ils se rendent compte que les jours de la propriété privée sont comptés et qu'il s'agit de préserver l'exploitation au sein

de cette économie. . E. Horn, un économiste bourgeois, publie un livre caractéristique: les frontières économiques de l'économie collectivisée. Il y affirme que la suppression de la propriété privée des moyens de production n'est pas la même chose que la suppression du mode capitaliste de production. C'est pourquoi il ne s'oppose pas à la suppression de la propriété privée, mais insiste sur le fait que l'"échange des marchandises", le mode capitaliste de production avec son marché et sa formation de plus-value, doit être sauvegardé. Pour lui la question n'est pas de savoir s'il faut supprimer la propriété privée des moyens de production mais comment il faut le faire.

Un économiste bourgeois comme E. Horn se doit de démontrer l'impossibilité du communisme. Comme il le fait en recourant à la théorie de l'utilité marginale de Böhm-Bawerk, cela nous dispense d'entrer dans le détail de son argumentation, Boukharine ayant, à notre avis, réfuté cette théorie dans son livre: la politique économique du rentier. Toutefois la manière dont Horn critique la théorie officielle de la forme économique du communisme, est digne d'être discutée. Il y voit un ordre économique avec des signes négatifs, car on dit toujours ce que cet ordre n'est pas, mais jamais selon quelles catégories il se construit. En effet les caractéristiques de l'économie communistes seraient qu'elle ne connait ni marché, ni prix, ni argent. Rien que des négations!

C'est le producteur-distributeur général qui remplira cet espace négatif, répond Neurath. Quant à Hilferding, il attribue cette tâche aux commissaires d'Etat avec leurs statistiques de production et de besoins. D'autres, enfin, se rassurent en caressant l'idée qu'il n'y a qu'à faire confiance aux forces créatrices du prolétariat victorieux. C'est bien ici que s'applique le dicton: là où l'idée fait défaut, le verbiage s'etale.

Il peut, à première vue, paraître bien étrange que les prétendus économistes marxistes se soient si peu intéressés aux catégories de la forme communiste de l'économie. Pourtant Marx a exprimé ses conceptions à ce sujet de manière apparemment complète, même si c'est sous une forme condensée, dans les gloses marginales, connues sous le nom de Critique du Programme de Gotha. Mais cela n'est étrange qu'à première vue. Les "disciples" de Marx, en effet, ne se sont guère préoccupés de sa grandiose vision, parce qu'ils pensaient avoir découvert que les conditions fondamentales de la direction et de l'administration de l'économie s'étaient complètement modifiées par rapport à ce que Marx pensait. C'est pourquoi l'"Association des producteurs libres et égaux est devenue entre leurs mains: l'"étatisation". Le processus de concentration du capital et de l'économie leur paraissait pousser à la roue en direction de cette étatisation avec la plus grande des rigueurs. Mais pendant les années révolutionnaires de 1917 à 1923, sont apparues des formes nouvelles;

le prolétariat s'est emparé des moyens de production. La révolution russe a montré qu'ou bien les conseils restent maîtres du terrain, ou bien s'installe un organisation économique centralisée liée à l'Etat. Et tout cela demontre, une fois de plus, l'exactitude des directives de Marx pour l'économie communiste.

Disons quelques mots sur ces Gloses marginales. En 1875, l'Association générale des travailleurs allemands, l'organisation de Lassalle, devait fusionner avec le Parti ouvrier social-démocrate. Une esquisse de programme fut établie à Gotha. Ce programme d'unification fut soummis par Marx d'un côté et Engels de l'autre à une critique destructrice. Marx envoya sa critique à Bracke et il intitula son manuscrit "Gloses marginales au programme de coalition". Dès 1891 ces gloses marginales étaient connues dans des cercles moins restreints, surtout lorsqu'Engels les eut publiées dans la Neue Zeit . On n'en entendit plus parler jusqu'en 1920, 22 et 28 où on en fit des rééditions.

Ces gloses marginales, nous voulons d'abord les utiliser pour notre conclusion. Elles s'accordent tellement bien avec ce qui précède que notre travail apparaît, pour ainsi dire, comme une continuation et une mise à jour de la conception de Marx. Nous allons illustrer cet accord par une citation du passage où Marx polémique contre le "programme de coalition" au sujet de la conception selon laquelle chaque travailleur doit recevoir le "fruit intégral de son travail".

> Si nous prenons d'abord les mots « fruits du travail » au sens de « produit du travail », le fruit du travail coopératif est alors la *totalité de ce que la société produit.*
>
> Or, il faut en retrancher :
>
> *Premièrement :* un fonds destiné au remplacement des moyens de production usés.
>
> *Deuxièmement :* une fraction additionnelle pour élargir la production.
>
> *Troisièmement :* un fonds de réserve et d'assurance contre les accidents, les perturbations dues aux phénomènes naturels, etc.
>
> Ces déductions opérées sur le « fruit intégral du travail » sont une nécessité économique, et leur grandeur sera déterminée en fonction des moyens et des forces disponibles, — en partie par le calcul des probabilités; et l'équité comme telle n'a rien à faire dans une opération de cette nature.
>
> Reste l'autre partie du produit total, celle qui est destinée à la consommation.
>
> Avant de procéder à sa répartition entre les individus, il faut encore en déduire :
>
> *Premièrement : les frais généraux d'administration qui ne concernent pas la production.*
>
> D'emblée, cette fraction se trouvera considérablement réduite en regard de ce qu'elle est dans cette société-ci; et elle diminuera à mesure que se développera la société nouvelle.

Deuxièmement : le fonds destiné à la satisfaction communautaire de besoins tels que : écoles, hygiène publique, etc. D'emblée, cette fraction augmentera considérablement, en comparaison de ce qu'elle est dans la société actuelle; et elle s'accroîtra à mesure que se développera la société nouvelle.

Troisièmement : le fonds destiné à ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, etc., pour parler bref, ce qu'on appelle aujourd'hui, dans le langage officiel, l'assistance publique.

A présent, et à présent seulement, nous abordons la « distribution » seule envisagée dans ce programme d'une inspiration lassallienne et, disons-le, passablement bornée. Il s'agit de la fraction des moyens de consommation distribuée entre les producteurs individuels de la société coopérative.

Insensiblement, le « produit intégral du travail » s'est déjà transformé en « produit partiel », encore que la part retirée au producteur, en sa qualité d'individu privé, lui revienne directement ou indirectement en sa qualité de membre de la société.

(K. Marx. Op. cit p. 1417-18)

Ce que nous ne trouvons chez aucun économiste marxiste saute ici aux yeux. Marx se représente l'économie dans la société communiste comme un processus fermé, où se fait une circulation conformément à des lois. La nécessité économique de procéder au remplacement et à l'élargissement des moyens de production, tel est le fondement sur lequel repose aussi la distribution du produit général. Marx ne peut nulle part être accusé de nourrir l'arrière pensée de faire réglementer ce remplacement par des commissaires d'Etat, par des décisions de personnes. Pour lui, il doit s'agir d'un processus purement matériel, exigeant un étalon de mesure qui, cela va de soi, ne peut sortir que de la production elle-même. Si les frais généraux, la satisfaction communautaire des besoins, et l'assistance publique pour ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, viennent rogner le "fruit intégral du travail", on ne voit pas qu'il soit question, chez Marx de statistiques, il y a simplement une déduction pour chaque producteur individuel dans sa part de produits de consommation. Si on se souvient que, de plus, il propose comme unité de mesure pour cette répartition le temps de travail fourni par l'individu, alors le tableau est complet. Nous croyons par conséquent avoir le droit de dire que notre exposé n'est qu'une application logique du mode de pensée de Marx.

De la comptabilité en argent à la comptabilité en temps de travail.

Dans une discussion de vive voix des Principes fondamentaux de la pro-

duction et de la distribution communistes, on a soulevé pour l'essentiel deux arguments. le premier porte sur le calcul en termes de temps de travail, le second affirme que cette étude esquisse les fondements d'une société utopique. Nous voulons montrer maintenant que ces deux arguments ont déjà été réfutés par l'histoire.

La suppression de l'argent et son remplacement par le temps de travail social moyen (argent-travail) est un acte révolutionnaire et, si la puissance de la classe ouvrière est suffisante, elle peut être accomplie en quelques mois. C'est une question de puissance à laquelle seul l'ensemble du prolétariat peut répondre.

Une dictature de parti ne peut le faire. Une dictature de parti n'est que le produit de la mise en application du communisme d'Etat.

La dictature du prolétariat aura besoin, au cours de sa première période d'existence, d'énormes quantités d'argent. Elle devra vraisemblablement les créer de la même manière que les états capitalistes d'Europe centrale: en faisant marcher la planche à billets. Il en résultera une forte inflation, et une flambée des prix des produits. Il ne s'agit pas de décider, ici, si on doit consciemment souhaiter cette inflation. Si on pouvait l'éviter, ce serait certainement bon que la force du prolétariat y remédie. Mais le phénomène de dépréciation de l'argent semble bien toujours accompagner les mouvements révolutionnaires . Quelle que soit la manière dont la révolution se déroulera, qu'elle aboutisse au communisme d'Etat ou à l'Association des producteurs libres et égaux, qu'un parti usurpe la dictature ou que la classe prolétarienne, en tant que telle, l'exerce, par l'intermédiaire de ses conseils, il y aura, dans les deux cas, inflation.

Pourtant, finalement, les relations sociales finissent par se stabiliser, et avec cette stabilisation progresse celle des valeurs monétaires. L'ancienne unité de compte est supprimée et une nouvelle prend sa place. Ainsi la Russie a créé une nouvelle unité de compte: le tchernowetz: ———. L'Autriche a fait de même tout en gardant son schilling. La Belgique a introduit le Belga, l'Allemagne le mark d'or. La France et l'Italie ont suivi le même exemple, tout en conservant l'ancien nom de leurs unités.

Le peuple allemand a donc subi une leçon de choses sur l'introduction d'une nouvelle unité de compte. Ce qui hier était fixé à un milliard de marks de l'ancienne unité se trouvait, à une date donnée, être égal à un mark d'or. La vie économique s'accomoda brillament du nouvel état de fait et on passa sans pratiquement aucun trouble ni gêne à la nouvelle unité.

Seul un raleur professionnel peut faire remarquer que quelques petits propriétaires y ont laissé des plumes.

Avec l'introduction de l'heure de travail social moyenne comme unité de compte il en irait de même. Si la production se poursuit régulièrement, la "stabilisation" est, en quelque sorte, assurée. A une certaine date, l'argent sera déclaré sans valeur et seul l'argent travail donnera droit à recevoir une part du produit social. Cet argent-travail ne pourra être émis que par les coopératives.

Cette suppression instantanée de l'argent suppose qu'aussi soudainement, pour chaque produit, soit estimé le temps de reproduction social moyen. Il est clair que ce n'est pas possible d'un seul coup, si bien que, provisoirement, on ne disposera que d'une estimation grossière, tantôt au dessus tantôt au dessous de la quantité exacte. Mais si la comptabilité en temps de travail est mise en place, les véritables temps de reproduction finiront par être bientôt établis. De même que les producteurs conduisent et administrent eux mêmes la production, de même ils devront accomplir la conversion de la comptabilité en argent en comptabilite en temps de travail. La seule chose dont ils ont besoin pour cela, c'est l'"indice chiffré", le "nombre clef" qu'on a bien connu pendant les années de guerre.

Une méthode pour réaliser cette estimation grossière est de calculer le temps de reproduction social moyen pour des industries qui ont une production de masse, ou bien pour ce qu'on appelle les industries-clefs, comme les charbonnages, la sidérurgie, les potasses, etc. En consultant les livres de l'entreprise on peut trouver facilement combien de tonnes d'un produit donné sont fabriquées dans un temps donné, et à combien le prix de revient propre se monte. Ainsi, compte non tenu des interêts du capital, etc., on établit combien d'heure de travail ont été utilisées. De ces données, on tire la valeur-argent correspondant à une heure d'acier, une heure de charbon, une heure de potasse. En faisant alors la moyenne entre toutes les industries on obtient une quantité que l'on peut retenir comme moyenne générale. Ceci ne veut pas dire qu'il faut avoir recours à des "nombres-clefs" établis de cette manière, simplement qu'il est possible de le faire. Beaucoup de méthodes sont utilisables pour atteindre le but visé. Comme nous l'avons déjà remarqué, l'histoire a montré qu'on pouvait procéder à une modification instantanée de l'unité de compte. "La plus grosse et la plus difficile des opérations financières jamais tentée", pour reprendre les termes du New Stateman qualifiant l'introduction du mark-or, s'"est déroulée dans un pays hautement industrialisé sans perturbations sérieuses.

Supposons que de ce calcul de moyenne sorte le résultat que 0,80 mark = 1 heure de travail, chaque entreprise peut alors calculer un temps de production courant pour ses produits. Dans chaque entreprise on procède donc à un inventaire selon la méthode usuelle et que l'on exprime en Marks. On estime alors l'usure des outils et des machines, ce qui du reste est con-

nu dans toute entreprise, et on exprime le tout avec l'indice. Par exemple, pour une entreprise de chaussures le calcul pourrait être:

Usure des machines, etc	1.000 Marks	=	1.250	heures de travail
Cuir, etc.	449.000 Marks	=	61.250	" "
Temps de travail			62.000	" "
Total			125.000	" "
Nombre de paires de chaussures produites			40.000	
Temps de production moyen		125.000/ 40.000	= 3,125 heure/paire.	

La prétendue utopie

Le deuxième argument de nos critiques c'est qu'il s'agit d'une "utopie". Mais cette appréciation n'est pas fondée. Ou peut-on en effet trouver, dans notre exposé, une construction a priori de l'avenir? Nous nous somme bornés à déterminer quelles étaient les catégories fondamentales de la vie économique communiste. La seule chose que nous voulions montrer, c'est que la révolution prolétarienne doit trouver la force d'introduire le temps de travail social moyen comme fondement de l'activité economique, et que, si elle n'y réussit pas, l'avènement du communisme d'Etat est inéluctable. En fait il est peu vraisemblable que ce communisme d'Etat puisse se proclamer ouvertement tel, car ce régime est par trop discrédité, c'est pourquoi on peut s'attendre à voir apparaître une sorte de "socialisme de guilde", comme celui que propose Cole dans son ouvrage: Selfgovernment in Industry (Autogestion dans l'industrie), ou celui de Leichter sur lequel nous reviendrons. Tout cela n'est que du communisme d'Etat camouflé, dernier effor du monde bourgeois d'échapper au communisme, d'empêcher la réalisation du rapport exact entre les producteurs et le produit social.

En fait c'est presque, au contraire, ce qui nous a été jusqu'à maintenant proposé comme production et distribution communistes, avec la prétention d'être construit sur la réalité, qui est pure utopie. On a fait, par exemple, des projets allant jusqu'à organiser les différentes industries, précisant les commissions et les conseils qui devaient prendre en compte l'opposition producteur-consommateur, voire les organes qui doivent être maîtres du pouvoir de l'Etat. Il arrive ainsi qu'un auteur empêtré dans les galipettes de son imagination, voie surgir une difficulté dans ses considérations théoriques sur le travail commun des diverses industries.....Il a tout de suite la solution: il suffit "de faire naître" une nouvelle commission, ou un conseil spécialisé. Ceci est particulièrement vrai du "socialisme de guilde" à la Cole , dont le socialisme syndical allemand n'est qu'un rejeton.

La structure organisationnelle de l'appareil de production et de dis-

tribution est fonctionnellement liée aux lois économiques aux quelles elle se conforme. Toutes les considérations sur cette structure ne sont que des sornettes utopiques si on ne précise pas les catégories économiques auxquelles cette structure se rattache. Il s'agit là d'une utopie qui détourne l'attention des véritables problèmes.

Dans notre étude nous ne nous sommes pas aventurés sur ce terrain. Après avoir mentionné la structure organisationnelle de la vie économique, nous avons parlé seulement des organisations d'entreprises et des coopératives. Nous étions fondés à le faire parce que l'histoire a déjà montré ce que pouvaient être les formes de ces organisations; il ne s'agit donc pas de fruits d'une imagination débridée. En ce qui concerne les organisations paysannes nous avons été très réticents justement parce que, dans ce domaine, l'expérience en Europe occidentale reste très limitée. Il faut attendre pour savoir comment les paysans s'organiseront. C'est pourquoi nous n'avons fait que montrer comment le capitalisme a développé les conditions qui permettent d'envisager la comptabilité en termes de temps de reproduction social moyen dans les entreprises agricoles, tout en essayant d'en tirer les conséquences.

La manière dont ces organisations d'entreprises se lieront les unes aux autres, la création d'organes destinés à assurer une "marche sans à-coup" de la production et de la répartition, la manière dont ces organes devront être choisis, comment les coopératives devront se regrouper, autant de problèmes qui seront posés et résolus dans le cadre des conditions particulières qui accompagneront la fondation de la production et de la répartition. C'est justement cette articulation fonctionnelle que prétend déterminer exactement le socialisme de guilde à la Cole, tout cela sans se soucier du problème réel des lois économique, et en nous inondant de toute une pacotille sans valeur. Nous lui retournons l'accusation d'utopie, puisque notre ouvrage ne s'intéresse qu'à l'établissement de l'heure de travail social moyenne et au temps de reproduction.

Si on qualifie la confiance en la capacité du prolétariat d'établir le communisme d'utopie, alors il faut se rendre compte qu'il s'agit d'une utopie subjective, que le prolétérait doit élimer par sa propagande intensive.

Le seul domaine où l'accusation d'utopie pourrait apparemment être fondée, c'est celui de la comptabilité sociale et du contrôle de la vie économique. Mais il ne s'agit là que d'une apparence. On peut estimer que, par exemple, Leichter a consacré plus de place aux possibilités de développement, parce qu'il laisse pendante la question de savoir si les conpensations entre entreprises individuelles doivent se faire en argent ou simplement par une comptabilité centralisée, alors que nous demandons purement et simplement

[illegible]

que se mette en place cette comptabilité centralisée. Mais l'essentiel n'est ps là, il se trouve dans le fait que nous avons fortement insisté surla comptabilité sociale générale comme arme de la dictature économique de la classe ouvrière, ce qui permet du même coup de résoudre le problème du contrôle social de la vie économique. La structure organisationnelle de cette comptabilité, la manière dont elle se lie à la société générale, autant de questions que, il va de soi, nous avons laissé de côté.

Il est évidemment possible que la révolution prolétarienne ne développe pas suffisamment de forces pour utiliser cette arme décisive de sa dictature. Mais finalement, il faudra bien en venir là, car, même sans parler de dictature, l'économie communiste exige elle-même que soit calculé exactement du quantum de produit que les consommateurs reçoivent sans paiement. En d'autres termes: les données nécessaires pour le calcul du facteur de rémunération doivent être collectées; qu'on n'y arrive pas, ou qu'on n'y parvienne que de manière insuffisante, et la catégorie du temps de reproduction social moyen ne peut être introduite, et le communisme s'écroule de lui-même. Alors on ne peut échapper à la politique des prix, et nous sommes de nouveau dans un système de domination des masses, dans le communisme d'Etat. Donc ce n'est pas notre imagination qui nous fait tenir pour souhaitable la comptabilité sociale générale, mais bien les lois économiques qui purement et simplement l'imposent.

Résumons rapidement nos considérations:

A la base de cet étude se trouve le fait empirique que la prise du pouvoir met tra/les moyens de production dans les mains des organisations d'entreprises. Il dépendra de la force des idées communistes, laquelle à son tour repose sur une conception claire de ce qu'on doit faire avec ces moyens de production, que les organisations d'entreprises en restent maîtresses. Si ce n'est pas le cas, alors on s'acheminera vers le communisme d'Etat, qui pourra se livrer à ses tentatives désespérées d'imposer sa production planifiée, le tout sur le dos des travailleurs. Alors il faudra une deuxième révolution pour que les moyens de production passent vraiment aux mains des producteurs. Mais si les organisations d'entreprises restent maîtresses de la situation, alors elles ne pourront ordonner l'économie que sur la base du temps de travail social moyen, en supprimant l'argent. Il est bien sûr possible que les tendances syndicalistes soient si fortes que les ouvriers voudront autogérer les entreprises tout en gardant l'argent. Le résultat ne sera alors rien d'autre qu'une sorte de socialisme de guilde, lequel finalement conduit au communisme (=capitalisme) d'Etat. Le centre de gravité de la révolution prolétarienne, c'est d'établir une relation exacte entre le producteur et le produit, ce qui n'est possible que par l'introduction généralisée de la comptabilité en temps de travail. Telle est la plus plus haute exigence que doit mettre en

avant le prolétariat... Mais c'est aussi la revendication minimale, et sans aucun doute une question de rapport de force. Et seul le prolétariat lui-même peut l'imposer car il ne peut compter en aucun cas sur l'aide des intellectuels fussent-ils socialistes ou communistes.

Cette maîtrise des organisations d'entreprises s'articule par conséquent sur l'administration et la conduite autonomes des entreprises car c'est là la base sur laquelle on peut mener le calcul du temps de travail. Toute une littérature venue d'Amérique d'Angleterre et d'Allemagne montre que le calcul du temps de production social moyen est déjà préparé par le capitalisme. Dans le communisme le calcul de (F +C) + T peut se mener sans plus de difficulté que ceux qui se font déjà avec une autre unité de compte. De ce point de vue, on peut dire que la vieille société capitaliste porte la nouvelle société communiste dans son sein. Les compensations comptables entre entreprises qui servent à assurer la reproduction dans chaque entreprise se fait par la tenue de livre de comptes de virements.... exactement comme aujourd'hui. Là aussi, le capitalisme enfante le nouvel ordre . La fusion des entreprises est un processus qui s'accomplit aussi aujourd'hui. Il est tout à fait vraisemblable que le groupement à venir sera tout autre que celui que nous connaissons [illegible], car il s'effectuera à partir d'un tout autre point de vue. Les entreprises que nous avons qualifiées de T.S.G., les entreprises "publiques",existent déjà aujourd'hui, mais elles fonctionnent en tant qu'instrument de l'Etat de classe. Elle seront libérées de la tutelle de l'Etat et seront réorganisées selon le point de vue social du communisme. Là aussi il s'agit d'une reconstruction de ce qui existe déjà. L'Etat perd son caractère hypocrite, et devient simplement l'appareil de la puissance de la dictature du prolétariat. Il aura à briser la résistance de la bourgeoisie... mais il n'aura rien à faire dans l'administration de l'économie. Ainsi, simultanément, se trouvent données les conditions préalables au 'dépérissement' de l'Etat.

Cette séparation entre les entreprises publiques et l'Etat, leur jonction à l'ensemble économique, exige la fixation de cette partie du produit social qui doit encore être partagé individuellement, et pour laquelle nous avons introduit le facteur de consommation individuelle (F.I.C.).

En ce qui concerne la distribution, les organes de l'avenir sont déjà esquissés dans le capitalisme. Jusqu'à quel point les coopératives de consommateurs que nous connaissons aujoud'hui pourront être utilisées dans l'avenir c'est une autre question, d'autant plus que la répartition sera organisée d'un tout autre point de vue. Mais il n'en est pas moins certain que toute une expérience s'accumule dans les coopératives d'aujourd'hui.

Si, en revanche, nous considérons le communisme d'Etat, on peut dé-

jà remarquer que l'argent ne peut y disparaître (c.f. Kautsky), tout simplement parce que seules les entreprises "mûres" peuvent être "nationalisées" et que, par conséquent, une grande partie de la production est encore faite par du capital privé, ce qui exclut toute unité de compte autre que l'argent. Le marché des marchandises y demeure; de même la force de travail garde son caractère de marchandise, et doit réaliser son prix sur le marché. Autrement dit: en dépit des belles paroles, en réalité, c'est qu'il n'est pas question d'abolir le salariat. L'évolution de la "nationalisation", qu'on nous présente comme la marche au communisme, ouvre des perspectives désespérantes. La formation de la collectivité communiste à venir est arrachée aux producteurs et est abandonnée à la bureaucratie d'Etat, qui, rapidement, amènera l'économie à la stagnation. Juchés dans leurs bureaux où ils centralisent, ils décident ce qui doit être produit, quelle sera la durée du travail et le salaire.

Dans un tel système, la démocratie doit aussi jouer son rôle. Seuls des corporations et des conseils élus garantissent que les intérêts des masses seront respectés. Mais cette démocratie sera rognée morceau par morceau car elle est incompatible avec une direction centralisée. Finalement plus d'un dictateur s'essaiera au pouvoir; la marche de la vie économique sera alors déterminée par une démocratie du type pouvoir personnel. En fait la démocratie ne sera qu'un manteau pour couvrir la domination de millions d'hommes, tout comme dans le capitalisme. Dans le meilleur des cas, les travailleurs auront ce "droit de cogestion" que l'on vante tellement, et qui n'est rien d'autre qu'un voile de fumée autour des véritables rapports de force.

Le rejet de l'administration et de la direction centralisée de la production ne veut pas dire pour autant que l'on se trouve sur le terrain du fédéralisme. Là où la direction et l'administration de l'économie sont entre les mains des masses elles-mêmes avec leur organisations d'entreprises et leurs cooperatives, il y a sans aucun doute de forte tendances vers le syndicalisme; mais, si on la considère du point de vue de la comptabilité sociale générale, la vie économique constitue un tout indécomposable. Ainsi avons nous un "point central", d'où l'économie ne peut être ni dirigée ni administrée, mais d'où on peut en embrasser la totalité. Le fait que toute transformation de l'énergie humaine, au cours du processus économique, finit par aboutir à un organisme qui l'enregistre, est la plus haute synthèse de la vie économique. On peut l'appeler fédéraliste ou centraliste, tout dépend du point de vue dont on l'examine. Elle est aussi bien l'un que l'autre; ces concepts ont perdu tout sens pour le système de production vu comme un tout. L'opposition fédéralisme-centralisme se dissout dans une unité supérieure, l'organisme de production est devenu une unité organique.